

La statistique publique dans les Outre-mer

Édition **2023**





ÉDITO

La richesse des statistiques publiques sur les Outre-mer est parfois méconnue.

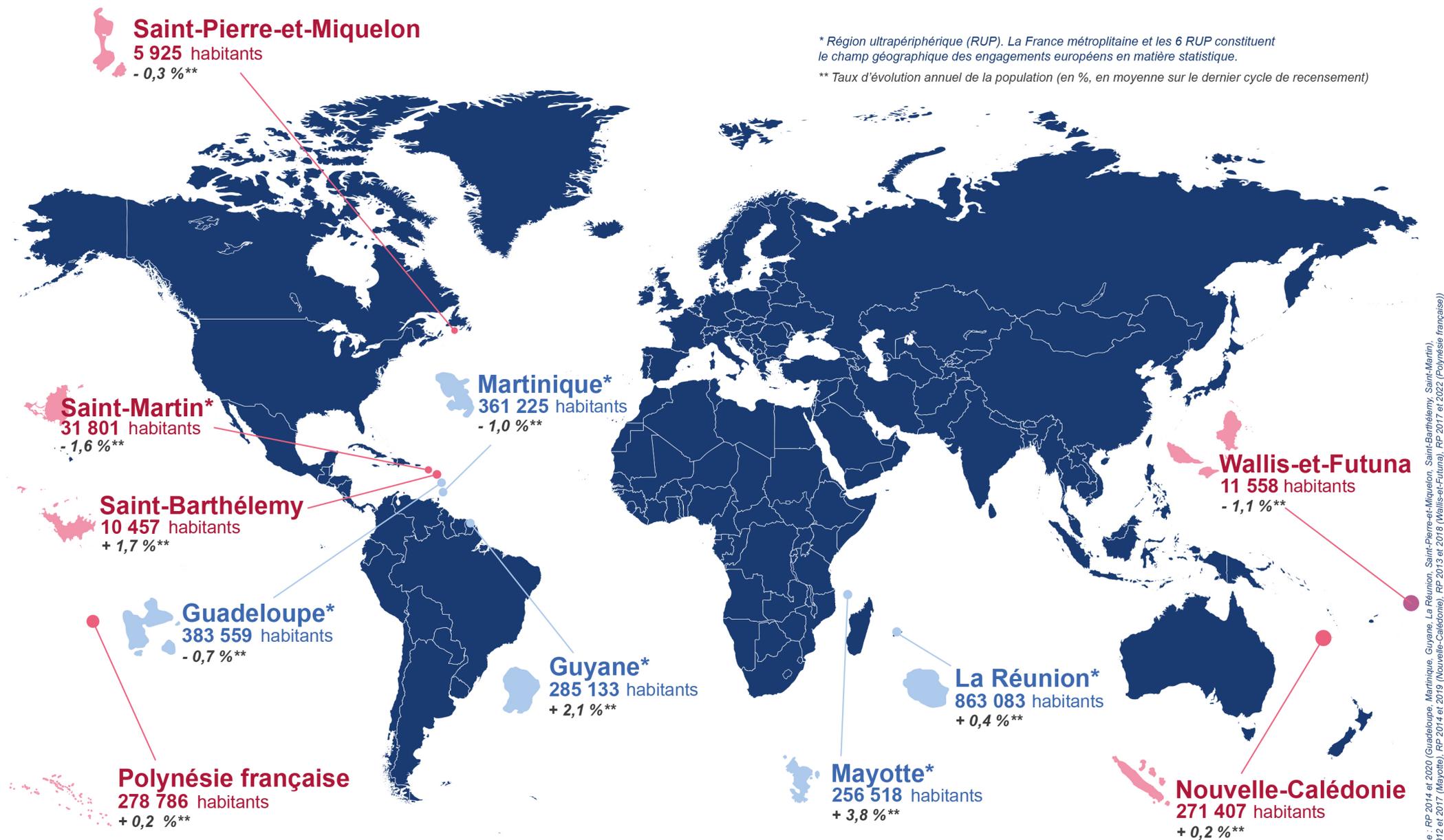
Le présent livret en présente quelques-unes, sur des thématiques phares telles que les prix, l'emploi, les entreprises, l'environnement et l'énergie. Il illustre également les rôles respectifs de l'Insee, des services statistiques ministériels et des instituts territoriaux de statistique des collectivités d'outre-mer dans la production et le développement de ces statistiques.

Largement diffusées via des publications ou des bases de données, les statistiques publiques ultramarines visent à répondre aux enjeux majeurs de connaissance des territoires. Elles en éclairent les caractéristiques et les évolutions démographiques, sociales, économiques et environnementales. Certaines n'ont pas d'équivalent dans les régions de l'Hexagone.

Le livret est accompagné d'un *Insee méthodes* détaillant l'offre statistique ultra-marine dans une vingtaine de domaines et consultable sur le site internet de l'Insee.

Les Outre-mer

Départements et régions d'outre-mer Collectivités d'outre-mer



* Région ultrapériphérique (RUP). La France métropolitaine et les 6 RUP constituent le champ géographique des engagements européens en matière statistique.

** Taux d'évolution annuel de la population (en %, en moyenne sur le dernier cycle de recensement)

Source : RP 2014 et 2020 (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin), RP 2012 et 2017 (Mayotte), RP 2014 et 2019 (Nouvelle-Calédonie), RP 2013 et 2018 (Wallis-et-Futuna), RP 2017 et 2022 (Polynésie française)

Qui fait quoi ?

Pour le recensement de la population :



L'Insee a une responsabilité explicite dans tous les territoires d'outre-mer (organisation et contrôle de la collecte, calcul des chiffres de la population - loi de 2002).

Pour les autres statistiques publiques officielles :



Dans les départements et régions d'outre-mer (DROM), le service statistique public, composé de l'Insee et des 16 services statistiques ministériels, est en charge de leur élaboration comme en France métropolitaine.

Dans les collectivités d'outre-mer (COM), des lois fixent les compétences entre l'État et la collectivité. Les statistiques publiques sont produites par les services et établissements suivants :



Saint-Pierre-et-Miquelon
Saint-Barthélemy
Saint-Martin



Service territorial de la statistique
et des études économiques
Wallis-et-Futuna



Institut de la statistique
de Polynésie française
Polynésie française



Institut de la statistique
et des études économiques
Nouvelle-Calédonie

L'activité de l'Insee dans les DROM en 2022

Effectifs



347
AGENTS



dont 135
ENQUÊTEURS

Enquêtes



11
ENQUÊTES

dont 7 permettant
des exploitations régionales



21 000 RELEVÉS DE PRIX
dans les DROM pour l'enquête de
comparaison spatiale des prix

Diffusion



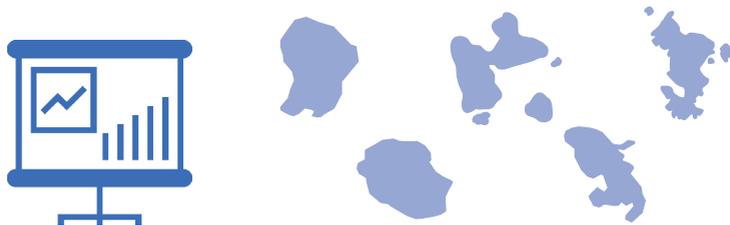
165
PUBLICATIONS



DONT 19 ÉTUDES RÉALISÉES
EN PARTENARIAT
avec des acteurs publics régionaux

Pour les DROM

des opérations statistiques nationales...



L'Insee et les services statistiques ministériels déploient pour chaque DROM les mêmes opérations statistiques que pour les régions métropolitaines. Ces opérations sont principalement des exploitations de fichiers administratifs collectés initialement à d'autres fins que la statistique (répertoires de personnes, répertoires d'établissements, sources fiscales, etc.), complétées d'enquêtes auprès des ménages et des entreprises.

Sont ainsi disponibles dans toutes les régions françaises des données sur la démographie, les créations d'entreprises, la justice civile et pénale, les élèves et les enseignants, le marché du travail, les établissements de santé, l'activité agricole, etc.

Toutefois, la production et la diffusion de statistiques issues de ces opérations nationales peuvent être partielles pour certains DROM, du fait :

- de spécificités locales : par exemple, absence de certaines activités économiques ;
- de contraintes liées au respect du secret statistique (loi de 1951), lorsque l'activité concerne un trop petit nombre d'entreprises ou de personnes : par exemple, statistiques énergétiques, du commerce extérieur, de la recherche ;
- d'une qualité insuffisante pour un usage statistique de certaines des sources administratives mobilisées, notamment l'adressage dans les sources fiscales.

...et des productions spécifiques

Pour éclairer des problématiques importantes Outre-mer, l'Insee collecte des enquêtes permettant des analyses qui n'ont pas d'équivalent dans les régions métropolitaines. Un accord-cadre avec la direction générale des Outre-mer (DGOM) en fixe le calendrier de collecte.

Ainsi, grâce aux dernières enquêtes, des statistiques sur l'illettrisme ou les mutations socio-démographiques sont ou vont être diffusées pour les DROM.

L'Insee réalise également dans les DROM des productions qui ne sont pas réalisées dans les régions métropolitaines.

On peut citer :

- des indices de prix mensuels, calculés et diffusés dans chaque DROM contrairement aux régions métropolitaines ;
- une comparaison spatiale des prix avec la France métropolitaine tous les 5-6 ans ;
- des comptes économiques annuels, plus élaborés que les comptes régionaux de France métropolitaine ;
- un dispositif d'enquêtes auprès des entreprises, beaucoup plus complet que pour les régions métropolitaines.

Pour les COM, des opérations statistiques adaptées

Chaque service territorial produit des indicateurs sur son territoire à partir de données issues de son organisation administrative propre et à partir d'enquêtes auprès des ménages (budget des familles, emploi) ou des entreprises (indices des prix, comparaison spatiale des prix). Des comptes économiques annuels sont également établis en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.

EMPLOI

Études inédites sur les jeunes ni en emploi, ni en études et ni en formation (NEET) à La Réunion, en Guadeloupe et en Martinique (Insee).

Première publication sur le halo autour du chômage dans les 5 DROM (Insee).



AGRICULTURE

Réalisation d'une enquête sur la structure des exploitations agricoles pour la première fois à Mayotte, comme dans les autres DROM (Service statistique du ministère chargé de l'agriculture).

Recensement général agricole en Polynésie française, dans l'ensemble des îles (ISPF, ministère polynésien de l'Agriculture).



PRIX

Résultats de l'enquête de comparaison spatiale des prix dans les 5 DROM et, pour la première fois, à Saint-Martin (Insee, collaboration de la Collectivité de Saint-Martin); résultats à paraître dans plusieurs autres COM (Isee, ISPF, STSEE, Préfecture de Saint-Pierre-et-Miquelon).



DÉMOGRAPHIE

Panorama des évolutions de la société dans chaque DROM historique (Ined, Insee). En Polynésie française, collecte et résultats du recensement général de la population (Insee, ISPF).



FAITS MARQUANTS 2022-2023

ÉNERGIE

Diffusion des données de consommation d'électricité à l'adresse pour les bâtiments non résidentiels et résidentiels de plus de dix logements des DROM (Service statistique du ministère de la Transition écologique).



ÉCONOMIE

Étude inédite sur l'emploi touristique dans les 4 DROM historiques (Insee).

Publication du produit intérieur brut (PIB) de Saint-Martin (Insee, Cerom).

Pour la première fois, bilan macro-économique sur 10 ans de Mayotte (Cerom).



SÉCURITÉ

Diffusion à la commune, pour la première fois pour les DROM, de 11 indicateurs de la délinquance (Service statistique ministériel de la Sécurité intérieure).



PAUVRETÉ

Premiers résultats d'un nouveau dispositif de suivi annuel de la pauvreté en Nouvelle-Calédonie (Isee).

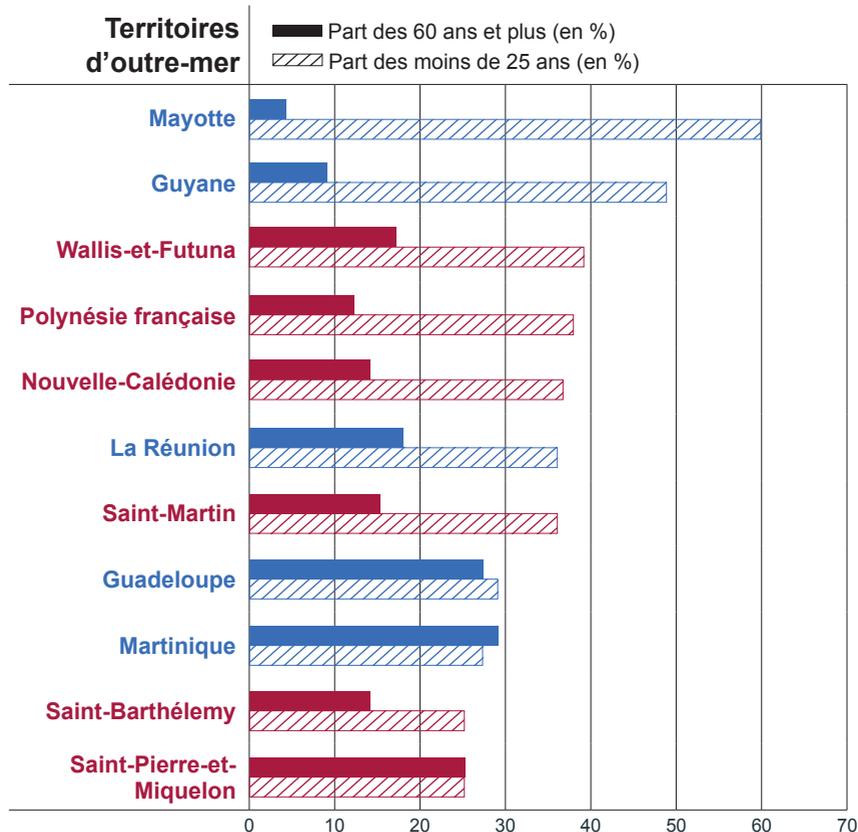


CULTURE

Études inédites sur les langues et usages des langues dans les consommations culturelles dans les DROM (Service statistique du ministère de la Culture, Insee).



Zoom sur la population



Lecture : en Martinique, la part des 60 ans et plus est de 29 % ; celle des moins de 25 ans, de 27 %.

Source : RP 2020 (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin), RP 2019 (Nouvelle-Calédonie), RP 2017 (Mayotte), RP 2018 (Wallis-et-Futuna), RP 2017 (Polynésie française).

Zoom sur l'éducation

L'espérance d'obtenir le baccalauréat pour un élève de sixième en Martinique est de **84%** (4^e meilleure région française)

Source : DEPP Rers 2022

À Mayotte, pour 100 élèves scolarisés dans le premier degré, on compte **6,1** enseignants en 2021-2022 (5,8 en France)

Source : Région académique Mayotte Éducation en chiffres 2021-2022

En 2021, **62%** des néo-bacheliers de Nouvelle-Calédonie poursuivent leurs études dans le supérieur sur le territoire (59% en 2018)

Source : Isee Synthèse n°65

Le taux de réussite au baccalauréat général à Wallis et Futuna est de **100%** pour les 46 élèves de la session 2022 (67% pour la filière professionnelle)

Source : Vice Rectorat Les chiffres de l'éducation en 2023

Zoom sur l'emploi



À La Réunion, en moyenne en 2022, **49%** des personnes âgées de 15 à 64 ans ont un emploi (2 points de plus qu'en 2019)

Source : Insee Flash Réunion n°251




L'emploi salarié augmente de **+3,3%** en Guyane avec 2260 créations d'emploi en 2022 (1,3% en France hors Mayotte)

Source : Insee Conjoncture Guyane n°23




L'emploi touristique représente **10%** de l'emploi marchand en Martinique (6% en France hors Mayotte)

Source : Insee Focus n°295




En Polynésie française, le taux d'emploi des diplômés de l'enseignement supérieur est de **82%** en 2022 (54% pour l'ensemble des 15 à 64 ans)

Source : ISPF Points Études et bilans n°1359




79% des cadres natifs de Mayotte y travaillent (1^{re} région française)

Source : Insee Analyses Mayotte n°32



Zoom sur les prix



En 2022, les ménages à La Réunion paient leur panier moyen de consommation **6%** plus cher que s'ils l'achetaient en France métropolitaine (11% pour les ménages en Martinique)

Source : Insee Première n°1958




En 2022, à Saint-Martin, les prix liés au transport sont **13%** inférieurs à ceux pratiqués en France métropolitaine

Source : Insee Flash Guadeloupe n°187




À Mayotte, le niveau général des prix à la consommation (hors loyers) est **10%** supérieur à celui de France métropolitaine en 2022

Source : Insee Analyses Mayotte n°34




Entre 2015 et 2022, les écarts de prix par rapport à l'Hexagone s'accroissent de **+2** points en Guyane (+3 points en Guadeloupe)

Source : Insee Analyses Guyane n°63

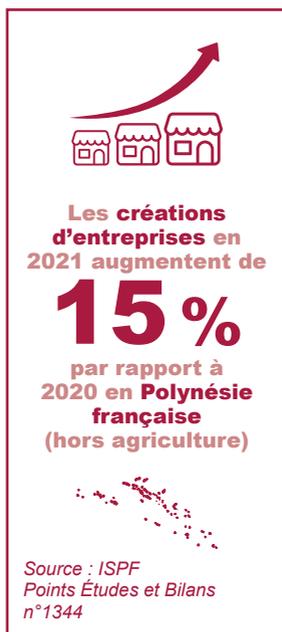
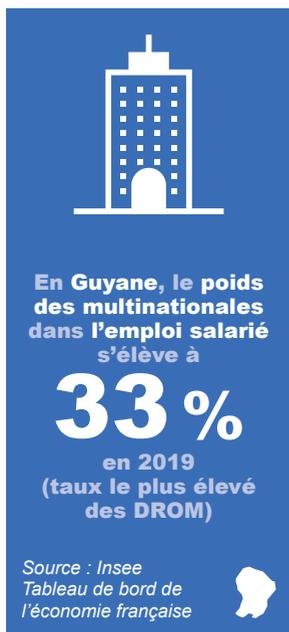



En Guadeloupe, les prix à la consommation augmentent de **+3,6%** en 2022 (+5,2% en France)

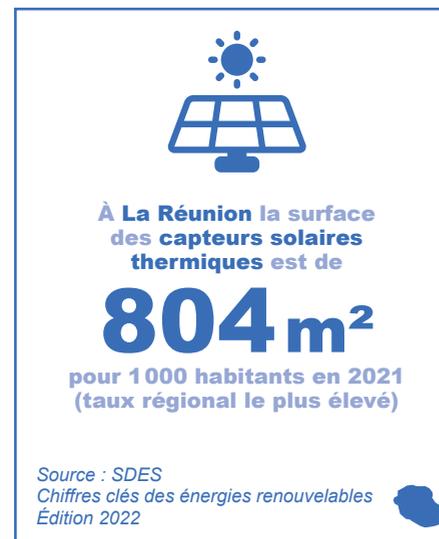
Source : Insee Conjoncture Guadeloupe n°24



Zoom sur les entreprises



Zoom sur l'environnement et l'énergie



Contributeurs au rapport *Statistiques publiques dans les départements, régions et collectivités d'outre-mer*

Coordination

Insee (direction de la méthodologie et de la coordination statistique et internationale, direction régionale de Nouvelle-Aquitaine)

Contributions

- Insee (direction des statistiques démographiques et sociales, direction des statistiques d'entreprises, département de l'action régionale, direction interrégionale La Réunion-Mayotte, direction interrégionale Antilles-Guyane)

Services statistiques ministériels :

- Département des études, de la prospective, des statistiques et de la documentation (Deps) - ministère de la Culture
- Département des études et des statistiques locales (DESL) - ministère de l'Intérieur et des Outre-mer et ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires
- Département des statistiques et des études du commerce extérieur (DSECE) - ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique
- Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares) - ministère du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion
- Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) - ministère de la Santé et de la Prévention, ministère des Solidarités et des Familles, ministère du Travail, du Plein emploi et de l'Insertion et ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique
- Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (Depp) - ministère de l'Éducation nationale et de la jeunesse et ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
- Mission des enquêtes, données et études statistiques (Medes) du service à compétence nationale « Institut national de la Jeunesse et de l'Éducation populaire » (Injep)
- Service de la statistique et de la prospective (SSP) - ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire
- Service des données et études statistiques (SDES) - ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires et ministère de la Transition énergétique
- Service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI) - ministère de l'Intérieur et des Outre-mer
- Sous-direction de la statistique et des études (SDSE) - ministère de la Justice
- Sous-direction des études, des statistiques et des systèmes d'information (SDessi) - ministère de la Transformation et de la Fonction publiques
- Sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques (Sies) - ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Instituts et service de statistique territoriaux :

- Institut de la statistique et des études économiques (Isee) – Nouvelle-Calédonie
- Institut de la statistique de la Polynésie française (ISPF) – Polynésie française
- Service territorial de la statistique et des études économiques (STSEE) – Wallis-et-Futuna



Ce livret accompagne l'Insee Méthodes - Édition 2023
disponible sur <https://www.insee.fr/fr/information/7641151>

Directeur de publication : Jean-Luc Tavernier

Rédactrice en chef : Sylvie Eghbal

Coordinateurs : Simon Barbier et Arnaud Wilczynski

Rédacteurs : Simon Barbier, Arnaud Wilczynski et Sylvie Eghbal

Conception éditoriale : Mathilde Clément et Martine Maestrati

Conception graphique : LATITUDE Nantes, 0243/23 – www.agence-latitude.fr

Crédit photos : Adobe Stock®, Fotolia, Photothèque Bercy, TheNounProject

Imprimé en France en octobre 2023

Imprimeur : Dupli-Print Mayenne - 733, Rue Saint-Léonard – 53100 Mayenne

Éditeur : © Insee – 88, avenue Verdier – CS 70058 – 92541 Montrouge Cedex

Dépôt légal : octobre 2023

ISSN : 2801-0779

ISBN : 978-2-11-162406-1

